

## **A L'ACTION...**

M. Mendès-France représente incontestablement la fraction intelligente de notre bourgeoisie nationale.

D'un point de vue purement esthétique son style politique a infiniment plus d'allure que celui de nos épiciers à la petite semaine que personnifiaient si bien le Pinay et autres Laniel.

Nous ajouterons même, qu'en dépit des jérémiades de quelques mac-carthystes impénitents, l'immense majorité de la classe ouvrière saura gré à M. Mendès-France de l'armistice intervenu en Indochine.

Elle enregistrera également comme un pas en avant les trop timides mesures prises en faveur des malheureuses victimes de notre propre impérialisme et généralement désignées sous le délicat euphémisme de «population d'outre-mer».

Ceci dit, la classe ouvrière française peut-elle s'estimer satisfaite de l'avènement au pouvoir de M. Mendès-France et de son équipe de jeunes technocrates?

A-t-elle le droit de nourrir la moindre illusion sur le sort qui sera réservé à ses revendications par le nouveau gouvernement? Certes non!

Nous l'avons dit de nombreuses fois et nous ne saurions trop le répéter!

Les solutions aux problèmes ouvriers ne résident pas dans la bonne volonté de l'intelligence de telle ou telle personnalité gouvernementale.

Elles seront fonction du rapport de forces que la classe ouvrière, organisée dans ses syndicats, saura établir entre elle et ses exploités.

Ce ne sont pas les bons ou les mauvais sentiments qui règlent les rapports sociaux.

L'histoire de ces dernières années est là pour nous le confirmer.

Que ce soit sous le règne de De Gaulle-Thorez, ou sous celui de n'importe quel autre politicien de «droite» ou de «gauche», ce n'est que sous la pression ouvrière que gouvernants et possédants ont cédé à nos revendications.

Seule l'action directe est payante et l'action directe ne sera possible que si la classe ouvrière ne se laisse pas, une fois de plus, mystifier par les jeux de la politique.

La cause de M. Mendès-France n'est pas la nôtre et sa présence au pouvoir ne saurait justifier le moindre abandon à notre programme revendicatif.

Nous devons continuer l'action pour l'obtention du nouveau minimum interprofessionnel à 25.166 frs nets.

Laisser croire aux travailleurs qu'ils pourraient espérer une solution quelconque à leurs problèmes grâce à l'action politique serait leur préparer à brève échéance, de nouvelles désillusions.

Aujourd'hui comme hier, il faut affirmer en permanence les revendications ouvrières, il faut également se battre pour la raison fort simple que l'on n'obtient rien sans combat.

Sachons donc nous préparer et choisir notre heure.

**Alexandre HEBERT.**